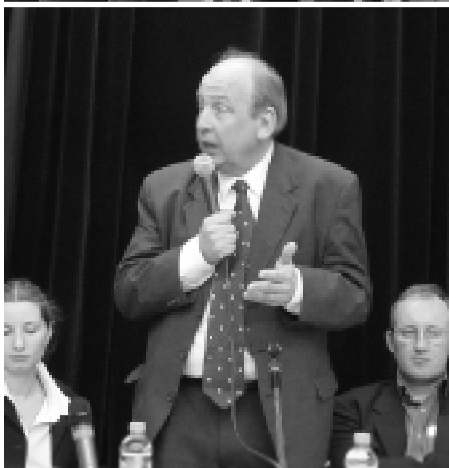
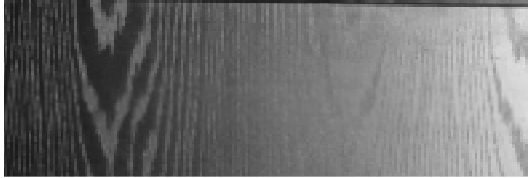




l'unité

35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ile-et-Vilaine - N° 154 - AVRIL 2003 - 0,76 euros



Compte rendu d'Activité *pages 2 à 6*
Listes des candidats aux organismes
de direction fédérale *page 7*
Droite/gauche *page 8*

Rapport d'Activité

Présenté à l'unanimité des membres du Bureau Fédéral

30 mois nous séparent du Congrès de Grenoble.

30 mois riches d'événements tant internes qu'externes au Parti.

30 mois au cours desquels les militants et les responsables de la Fédération d'Ille-et-Vilaine ont concentré toutes leurs énergies à la réflexion collective et à une présence sur le terrain.

I. - UNE RÉFLEXION COLLECTIVE POUR CONSTRUIRE L'AVENIR.

LE PROJET DE 2002.

**Un projet
adopté
par 92,77%
des votants**

Le Congrès de Grenoble nous invitait à élaborer un nouveau contrat avec les Français. L'année 2001 a été consacrée à l'élaboration du projet pour l'élection présidentielle. Le 19 mai 2001, la section de Saint-Jacques a accueilli une centaine de militants pour une journée de travail sur le thème de l'emploi. Le 27 juin, à Cesson-Sévigné, deux cents militants sont venus débattre avec Pierre Mauroy sur la seconde étape de la décentralisation. Les ordres du jour des Conseils Fédéraux du dernier trimestre ont été consacrés à la politique internationale, la croissance, l'emploi et la réduction des inégalités et enfin aux nouveaux choix de société. La convention fédérale du 19 janvier 2002 a conclu cette année de débat ; les militants d'Ille-et-Vilaine ont adopté, à 92,77% des suffrages exprimés, le projet des socialistes pour l'élection présidentielle, intitulé «La vie en mieux, la vie ensemble».

**Des débats
militants**

Dans le même temps, pour répondre aux nouveaux enjeux, il convenait de mesurer le chemin parcouru. Qui mieux que des responsables nationaux et des ministres pouvaient entendre les aspirations exprimées par les militants. C'est ainsi que la fédération a organisé des débats avec Géraud Guibert, secrétaire national à l'environnement le 21 septembre 2001, à Chantepie, avec Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire d'Etat au Logement le 18 octobre 2001, au local fédéral et enfin, Elisabeth Guigou, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, le 18 février 2002, à Saint-Jacques. Le point culminant de ces réunions a été le 29 octobre 2001 : Lionel Jospin rencontrait les militants d'Ille-et-Vilaine à l'Aire-Libre de Saint-Jacques.

Au cours de la période pré-présidentielle, débattre, échanger, amender, proposer ont été les objectifs atteints. Les propositions, les amendements et les motions des sections ont toujours été transmis au National et parfois signalés dans l'*Hebdo des Socialistes*.

LE 21 AVRIL 2002.

Malheureusement, le rendez-vous manqué du 21 avril 2002 a bouleversé les militants et les sympathisants socialistes. Après cette profonde humiliation de n'avoir aucun candidat de gauche au second tour de la présidentielle, la direction nationale a invité les militants à analyser les causes de notre échec et à en tirer les enseignements, lors du Conseil National du 29 juin 2002. La première étape de cette réflexion fut menée au cours de l'Université d'été à La Rochelle.

**La journée débat
du 12 octobre
2002**

Le 18 septembre, le Bureau Fédéral a adressé une circulaire aux adhérents d'Ille-et-Vilaine, les sollicitant à débattre autour de six thèmes de réflexion. Les sections d'Ille-et-Vilaine ont une nouvelle fois prouvé leur ardeur à relever le défi. En trois semaines, 160 pages ont été noircies en réponse au questionnaire national. Ces textes ont nourri la réflexion des six ateliers organisés lors de la journée départementale «questions pour le débat» du 12 octobre. Près de 200 militants ont participé aux travaux donnant lieu à un spécial *Unité* 35. Les textes rédigés par les militants et les sections et les rapports de ces 6 ateliers ont été transmis au Conseil National du Parti Socialiste

Le secrétaire national aux fédérations a relevé dans un courrier en date du 28 octobre, la qualité du travail fourni en Ille-et-Vilaine et souligné que des éléments importants étaient retenus par François Hollande.

Des auditions

Parallèlement, la commission entreprises qui a créé un groupe de travail spécifique sur l'insertion - formation a engagé une consultation avec les organisations syndicales sur le pourquoi du 21 avril. La CFDT, la CFTC, la CGT et FO nous ont ainsi fait part de leurs analyses sur le bilan du gouvernement Jospin et leurs aspirations.

Dans le cadre de ce débat «la parole aux militants», la fédération a organisé deux rendez-vous : le 13 novembre à Montfort-sur-Meu avec l'ancien ministre de l'agriculture, Jean Glavany, et le 28 novembre, à Rennes avec le secrétaire national chargé de la Recherche, Jean-Yves Le Déaut.

Enfin, la Fédération a pris en charge le déplacement des responsables de section à l'ultime étape du débat militant lors du rassemblement des secrétaires de sections, le 15 décembre à Montreuil.

LE CONGRÈS DE DIJON

Des rencontres départementales

Le Congrès de Dijon a fait l'objet d'une préparation stricte afin d'assurer l'expression des différentes contributions représentées en Ille-et-Vilaine, puis des cinq motions. Nous avons ainsi accueilli Henri Emmanuelli, le 1^{er} décembre ; Pierre Larrourou, le 7 mars ; Arnaud Montebourg, le 2 avril ; Jean-Luc Mélenchon, le 7 avril. Claud Bartolone et Marc Dolez étaient présents à l'assemblée départementale statutaire de présentation des motions, le 9 avril. Le lendemain, François Hollande est venu débattre avec les militants. Martine Aubry et Marylise Lebranch ont également venues à Rennes, le 23 avril.

Des journaux spéciaux

Pour assurer une parfaite transparence dans les modalités d'organisation de ce congrès, une circulaire a été adressée le 26 mars à l'ensemble des adhérents pour les informer du calendrier des réunions tenues en Ille-et-Vilaine de l'organisation des débats dans les sections et un appel à candidature aux organismes de direction fédérales. Enfin, deux *Unité 35* ont éclairé le débat sur les contributions et sur les motions.

LA FORMATION

Outre les réunions départementales avec des orateurs nationaux, la fédération a toujours soutenu les initiatives de sections qui souhaitent un intervenant sur un thème précis. Nos députés, nos conseillers régionaux et généraux ont animé nombre de réunions de section avec les secrétaires fédéraux en charge d'un secteur.

Etre socialiste au XXI^e siècle

Depuis le dernier Congrès de Grenoble de novembre 2000, 338 adhésions ont été enregistrées dont 251 depuis le 21 avril 2002. Notre responsabilité était grande à l'égard de ceux qui faisaient la démarche de nous rejoindre : chacun d'entre eux s'est vu remettre un dossier de l'adhérent d'Ille-et-Vilaine complété par l'envoi d'une brochure spécifique éditée par le National «être socialiste au XXI^e siècle». Merci aux responsables de section qui ont œuvré pour offrir un accueil de qualité à tous les nouveaux adhérents.

Des réunions

En liaison avec le Comité de Coordination des Sections Rennaises, deux séances de formation ont été organisées le samedi 16 novembre a été consacré au fonctionnement du Parti et à l'organisation d'un Congrès à travers la présentation des statuts du Parti Socialiste. Face à l'amphithéâtre comble de la Maison Internationale de Rennes Henri Weber, secrétaire national à la culture et à la Formation, a débattu sur le thème «être socialiste, hier, aujourd'hui demain» ; son intervention a été filmée permettant l'édition d'un DVD utilisable par les sections qui souhaiteront organiser une formation sur ce thème.

L'Unité 35

Outre la bibliothèque et la documentation disponible au local fédéral, l'*Unité 35* concourt par ses dossiers à l'information des adhérents et sympathisants. Il convient de souligner que notre mensuel est adressé à près de 5 600 destinataires, fichier qui permet à la Fédération de les inviter à nos grands rendez-vous conviviaux (fêtes de la rose, repas de circonscription).

Le site Internet

Le site Internet de la fédération d'Ille-et-Vilaine s'est considérablement développé, passant de 150 à 450 pages en 30 mois. C'est une véritable source d'information sur l'organisation, le fonctionnement, l'histoire et les élus du Parti. Les prises de position du Parti Socialiste et les textes fondamentaux mis en ligne sont très souvent visités 3 166 visiteurs ont été recensés entre le 23 décembre 2000 et le 30 mars 2003. Ce nouveau média nous a permis d'enregistrer de nouvelles adhésions. Déjà, nous pensons à le «rajeunir» pour en tirer un prochain CD rom d'accueil des nouveaux adhérents.

L'histoire

La formation, c'est également connaître notre histoire commune. Un groupe de travail a été constitué en janvier dernier. Il se réunit chaque mois pour élaborer des dossiers spéciaux qui seront publiés dans l'*Unité 35*.

II. - LES SOCIALISTES SUR LE TERRAIN

LES CAMPAGNES NATIONALES

Les militants d'Ille-et-Vilaine se sont mobilisés sur les campagnes lancées par le Parti Socialiste national. Pour mémoire, il convient de rappeler :

- La campagne explicative sur le bilan du gouvernement Jospin : «la France qui change» ; 20 000 journaux ont été distribués en novembre et décembre 2001 sur les marchés et lors de points rencontres en sus des exemplaires adressés via l'*Unité 35*, campagne accompagnée de réunions cantonales.
- La campagne anti Front National entre les deux tours de l'élection présidentielle.
- Les campagnes pour la paix au Proche-Orient, pour le rétablissement des libertés publiques en Afghanistan, contre la guerre en Irak.
- La dernière intitulée «le Parti Socialiste s'oppose à la droite» après un an de régression du gouvernement Raffarin.

LES CAMPAGNES DÉPARTEMENTALES

Sous l'égide du BREIS, une campagne de mi-mandat a été organisée en juin 2001 sur le bilan des socialistes au Conseil Régional de Bretagne.

Plus proche de nous, le Président du Groupe Socialiste et les Conseillers Généraux socialistes ont animé des réunions publiques contre la politique de la droite au Conseil Général d'Ille-et-Vilaine. Un tract spécifique a été imprimé par la Fédération dans le cadre de cette campagne.

Outre les campagnes menées à l'échelle du département, la Fédération a poursuivi son soutien logistique aux initiatives des sections vers la population. Les tracts et journaux diffusés par les militants sur les marchés, dans les boîtes aux lettres sont la démonstration que les socialistes militent en dehors des seules campagnes électorales.

LES RENCONTRES AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LES ASSOCIATIONS

La présence sur le terrain s'est traduite également par des rencontres régulières avec les syndicats. Outre celles organisées suite au 21 avril, on peut citer les rendez-vous avec les délégations d'Edf-Gdf, avec les intermittents du spectacle, laquelle a donné lieu à une proposition de loi déposée par Marcel Rogemont et adoptée le 12 décembre 2001. La commission entreprises entretient des relations régulières avec les unions départementales et locales ; elle suit particulièrement les entreprises en difficultés et est toujours disposée à rencontrer leurs délégués (dernière rencontre en date : les granitiers). Le point fort de ces échanges a été la journée départementale organisée le 8 février 2003 sur les retraites, intervenaient la CFDT, la CGT, la FSU et la Fédération des Retraites de la Fonction Publique qui ont pu confronter leurs analyses et leurs propositions devant une centaine de militants.

**La journée
du 8 février
sur les retraites**

**Présence
aux côtés des
associations**

Avant le 21 avril 2002, l'une de notre mission primaire était de relayer les aspirations populaires car la Fédération a assumé ce rôle notamment en participant au collectif contre le racisme et la xénophobie, en soutenant l'action des parents d'élèves du Lycée Anne-de-Bretagne, en appelant aux manifestations pour la paix au Proche-Orient. Depuis les socialistes d'Ille-et-Vilaine sont présents dans les collectifs contre la guerre en Irak, celui contre les lois Sarkozy. Le Parti Socialiste a également appelé à la mobilisation pour l'abolition de la peine de mort dans le monde. Par ailleurs, la Fédération a dans le cadre du projet présidentiel fait remonter au parti Socialiste national les principales préoccupations du mouvement associatif en septembre 2001.

LA COMMUNICATIONSous des angles divers

La présence sur le terrain est assurée par des communiqués de presse et des conférences de presse. En dehors des périodes électorales, 18 interventions ont été faites en matière de politique sociale, économique et internationale.

La Fête de la Rose présidée en 2001, par Jean-Luc Mélenchon et en 2002, par Claude Bartolone, marque la rentrée politique des socialistes. Les forums sont un lieu de débat très apprécié des militants et sympathisants dans un cadre convivial et festif.

Nous pouvons saluer l'initiative de la section de Hédé qui nous fixe rendez-vous le 1^{er} mai 2003 pour sa fête de la Rose cantonale. La fédération aide également nos parlementaires à organiser leurs repas de circonscription, si importants pour dialoguer avec les personnes qui nous soutiennent.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EN AMONT.

Les municipales

Outre la désignation de nos têtes de liste près d'un an avant le scrutin, deux nouveautés ont marqué les élections municipales de mars 2001. D'une part, la Fédération a initié le processus d'élaboration du projet socialiste pour l'agglomération rennaise en associant les militants et les élus de Rennes-Métropole. D'autre part, les adhérents de l'agglomération ont, après appel à candidature parmi les élus, procédé, le 12 avril 2001, à l'élection du candidat du Parti Socialiste à la présidence de Rennes-Métropole. Edmond Hervé a recueilli 90,28% des suffrages exprimés dans les sections.

Le CCAR

La Fédération organise chaque année une assemblée générale des militants de l'agglomération qui permet d'échange sur les réalisations conduites par nos élus. Par ailleurs, le Conseil Fédéral du 21 février 2002 a, en conformité avec les statuts, instauré un comité de coordination de l'agglomération rennaise, qui a pour objet d'assurer l'unité d'action des socialistes et d'être consulté sur les compétences de la communauté d'agglomération. Le CCAR sera mis en place à l'occasion du Congrès de Dijon.

Les cantonales

En liaison avec les Conseillers Généraux socialistes, la Fédération a engagé la réactualisation du projet départemental. Plusieurs séances de formation ont été organisées à l'intention de nos candidats aux cantonales de mars 2001. Un autre élément de la vie démocratique de notre Parti est à rappeler : l'élection par les militants d'Ille-et-Vilaine de notre candidat à la Présidence du Conseil Général qui fut organisée le 21 mars 2001 (Jean-Louis Tourenne recueillait 91,29% des voix exprimées). Les socialistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de conquérir la majorité au Conseil Général. Le cru 2001 a confirmé notre audience dans le département ; en 2004 tous les espoirs sont permis. Déjà les militants sont invités à s'investir dans les commissions de travail instituées pour l'élaboration de notre programme départemental. Deux élections cantonales partielles ont eu lieu depuis. Philippe Tourtelier ayant démissionné du Conseil Général, Michel Gautier a été élu avec 63,3%, le 20 octobre 2002; Début avril 2003, Armel Renault, candidat soutenu par le Parti Socialiste a frôlé les 45% au second tour de la cantonale partielle de Bain-de-Bretagne.

La présidentielle

Les élections locales de mars 2001 ont vu notre réseau d'élus s'étoffer. La Fédération a apporté son soutien à l'Union des Elus Socialistes et Républicains en lui fournissant l'aide logistique pour son journal et ses envois ciblés. A l'approche de l'élection présidentielle, la Fédération a adressé aux 6 000 élus locaux d'Ille-et-Vilaine, un appel à rejoindre le comité de soutien de Lionel Jospin. Nous avons ainsi enregistré de nouveaux sympathisants qui reçoivent des informations régulières.

Les militants n'ont pas ménagé leurs énergies lors de la campagne présidentielle : présence sur les marchés et points rencontres, réunions avec les responsables départementaux et élus dans chaque canton. Jamais un meeting n'avait été aussi bien préparé. Le résultat du 21 avril n'a pas été à la hauteur des efforts déployés par les socialistes et le matériel mis à disposition par la Fédération, (près de 21 000 Euros ont été engagés par la trésorerie pour cette campagne). Même si notre candidat a recueilli 17,80% en Ille-et-Vilaine, 1,62% de plus que le score obtenu nationalement.

Les législatives

Au lendemain du 21 avril, nombre de sympathisants ont rejoint les sections d'Ille-et-Vilaine pour mener la campagne des législatives et limiter la vague bleue à l'Assemblée Nationale. Les socialistes d'Ille-et-Vilaine ont appliqué le principe de parité en présentant trois femmes et trois hommes. Au premier tour, nos candidats ont augmenté leur score par rapport à 1997 (+3% en moyenne). Au second tour, 1 000 voix nous ont séparé de la droite sur le département. Ce second tour ne nous a pas permis malheureusement de sauver le troisième siège conquis en 1997.

Des moyens financiers et juridique

A chaque élection, la Fédération, ouverte 6 jours sur 7 (7 jours sur 7 à l'approche des scrutins) a mobilisé tous les moyens humains, techniques, juridiques et financiers possibles. La trésorerie fédérale a réuni très en amont avant chaque élection, les candidats et leurs mandataires financiers, et édité deux plaquettes largement diffusées relatives au financement électoral. Les comptes de campagne des élections municipales, cantonales et législatives, établis par la Fédération ont été approuvés par la Commission Nationale des Comptes de Campagne et de Financement Politique, (aucune observation), de même que les comptes consolidés de la Fédération. C'est la démonstration du sérieux de nos responsables financiers dans l'application stricte de la loi. Les élections municipales ont donné lieu à deux recours devant le tribunal administratif, tous deux gagnés avec le concours juridique de la permanence fédérale, sans l'aide d'avocats.

Les bonnes relations entretenues avec nos partenaires de la gauche nous ont permis d'aborder les élections locales et législatives dans de bonnes conditions. Deux conférences de presse ont été organisées avec le Pcf, le Prg et les Verts, au lendemain du 21 avril 2002 pour faire barrage à l'extrême-droite et lors de la récente réforme du scrutin régional par la droite.

III. - LA VIE FÉDÉRALE

Des moyens spécifiques

Après le Congrès de Grenoble, la fraternité l'a emporté dans le militantisme quotidien. Chacun des membres du Bureau Fédéral s'est doté de moyens spécifiques pour assumer les responsabilités confiées ; cela permet une liberté d'action importante. De même, les membres du Conseil Fédéral chargés d'un secteur thématique ou organisationnel ont pu s'investir et participer aux commissions nationales. Le Bureau Fédéral a consacré toutes les soirées de vendredi à la gestion de la Fédération. Depuis le dernier Congrès et outre les Conventions ouvertes à tous les adhérents, les membres du Conseil Fédéral et les secrétaires de sections ont été réunis à 23 occasions. Une nouvelle section a enrichi nos rangs depuis janvier 2001 : la section de Parthenay.

Des finances transparentes

Le Trésorier Fédéral réunit régulièrement les trésoriers de sections à l'occasion de la remise des cartes et de la présentation du rapport financier, lequel est adressé chaque année aux adhérents. Une nouveauté majeure, à l'initiative du Trésorier fédéral est à souligner au cours de cet exercice : l'instauration d'une épargne des sections, décidée et gérée par elles-mêmes sur leur compte spécifique de la Fédération, qui permettra aux socialistes de mieux appréhender les élections locales de 2004 et de 2007. La Fédération a poursuivi son aide aux sections et accorde des moyens d'équipement et de fonctionnement aux sections des chefs-lieux d'arrondissement.

Les Commissions statutaires

La Commission de Contrôle des Finances et le Bureau Fédéral des Adhésions, où sont représentées toutes les sensibilités, se sont réunis régulièrement et ont ratifié à l'unanimité des membres présents les listes des émargements du présent Congrès. Les membres de la Commission des Conflits n'ont pas eu, heureusement, à se réunir.

Le MJS

Le mouvement des jeunes socialistes se voit doter chaque année d'une importante subvention, condition nécessaire à leurs activités ; ils sont nos successeurs dans le combat pour plus de justice.

Solidarité

Solidarité et fraternité ont été les maîtres mots de notre action depuis Grenoble. Solidarité dans l'accueil des réunions régionales et interrégionales organisées à la Fédération (Commission agricole, Commission entreprises BREIS...). Solidarité avec les compagnons de route du socialisme toujours reçus au local fédéral (Antoine Blanca), Solidarité lors de la disparition de nos amis. Le souci de fraternité est permanent à la Fédération dans l'organisation des manifestations qui nous rassemblent.

Pour nous socialistes, faire de la politique c'est donner de la force aux idées, de l'envie à l'engagement, c'est donner du sens à nos actes quotidiens, c'est enfin donner de la fierté au militantisme. C'est cet esprit-là qui a guidé notre action entre le Congrès de Grenoble et celui de Dijon.

LE BUREAU FÉDÉRAL ISSU DU CONGRÈS DE GRENOBLE

Jean-Claude du CHALARD	Premier Secrétaire Fédéral
Pierre SOUBESTRE	Secrétaire Fédéral Adjoint - Porte-parole
Nathalie APPÉRE	Chargée de l'Aménagement du Territoire
Frédéric BOURCIER	Chargé des Elections et des Mercredis du PS
Lénaïc BRIÉRO	Chargée de la Diffusion
Emmanuel COUET	Chargé du Projet et de la Culture
Laurence DUFFAUD	Chargée de la Formation
Katell FAVENNEC	Chargée des Questions de Société
Marie-France KERLAN	Chargée de la Programmation des Débats
Patrick LEBORGNE	Chargé de la Propagande et des Entreprises
Benoît LERAY	Chargé de la Trésorerie et de l'Organisation
Brigitte MARÉCHAL	Chargée des Affaires Sociales et Associatives
Cyrille MOREL	Chargé de l'Organisation des Manifestations
et les Parlementaires	
Membres de droit :	
Emilienne DANTON	Mouvement des Jeunes Socialistes
Henri GALLAIS	Région et BREIS
Claude TOXÉ	Unité 35

LA FÉDÉ EN QUELQUES CHIFFRES DEPUIS LE CONGRÈS DE GRENOBLE

- 29 Communiqués de presse
 - 5 Conférences de presse
 - 19 Numéros de l'Unité 35 adressés à 5 600 exemplaires
 - 25 Militant(e)s ont nourri par leurs articles l'Unité 35
 - 3 166 Visites sur le site Internet entre le 23/12/2000 et le 30/03/2003
 - 23 Conseils Fédéraux élargis aux secrétaires de section
 - 7 Réunions des trésoriers de section
 - 48 Sections
 - 19 Réunions ouvertes à tous les adhérents avec la participation de responsables nationaux
 - 2 Fêtes de la Rose
 - 980 Adhérents à jour de leurs cotisations au 31 décembre 2002
 - 338 Nouveaux adhérents depuis le 1^{er} janvier 2001
 - 37^e Rang par le nombre d'adhérents en Ile-et-Vilaine sur 102 fédérations
- 17,80% Obtenus par Lionel Jospin contre 16,18% recueillis nationalement.
30,08% Obtenus par nos candidats au premier tour des élections législatives contre 24,11% nationalement.
- 62 Communes d'Ile-et-Vilaine comptent des élus, adhérents au PS
 - 25 Maires socialistes
 - 18 Conseillers Généraux socialistes
 - 7 Conseillers Régionaux socialistes
 - 2 Députés socialistes

Liste des candidats de la Motion A au Conseil Fédéral et aux organismes de direction fédérale

- | | | |
|----------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| 1 - Jean-Claude du CHALARD | 11 - Gilles PIERINI | 21 - Marcel ROGEMONT |
| 2 - Nathalie APPERE | 12 - Yasmine SAMMOUR | 22 - Monique PUSSAT |
| 3 - Jean-Michel BOUCHERON | 13 - François ANDRE | 23 - Pierre-Yves OLLIVIER |
| 4 - Jeannine HUON | 14 - Lénaïc BRIÉRO | 24 - Yvonne BOSSARD |
| 5 - Emmanuel COUET | 15 - Benoît LERAY | 25 - Guy JOUHIER |
| 6 - Brigitte MARECHAL | 16 - Emilienne DANTON | 26 - Rachel VAILLOT |
| 7 - Pierre SOUBESTRE | 17 - Sébastien CADIEU | 27 - Philippe HERY |
| 8 - Gaëlle ANDRO | 18 - Clotilde TASCAN-MENNETRIER | 28 - Laurence PENVERN |
| 9 - Frédéric BOURCIER | 19 - Daniel DELAVEAU | 29 - Stephen SZAWROWSKI |
| 10 - Katell FAVENNEC | 20 - Michèle LETRANCHANT | 30 - Fanja RAZAFINDRAMANANA-DEAN |
| 31 - Rémi COUDRON | 35 - Jean-François PICAUT | 38 - Elisabeth BUREL |
| 32 - Yves PREAULT | 36 - Françoise CARDIN | 39 - Marie-France PELLIARD |
| 33 - Anne GENETET | 37 - Eric LE FAOU | 40 - Vincent MAHO-DUHAMEL |
| 34 - Sylvie ROBERT-BIANCO | | |
| 41 - Christian ANNEIX | 54 - Jean-Yves GEFFROY | 66 - Olivier ORTIS |
| 42 - Fabrice AUTRIQUE | 55 - Rozenn GEFFROY | 67 - François PELARD |
| 43 - Yannick BIGOT | 56 - Gérard GRATCH | 68 - Amédée PIROMALLI |
| 44 - Michel BIHAN | 57 - Jean-Claude HARDY | 69 - Albert PLESTAN |
| 45 - Annick BOISGONTIER | 58 - Pierre LABORDERIE | 70 - Olivier POULAIN |
| 46 - Jean-Luc BRETONNET | 59 - Laurent LANGLAIS | 71 - Michel RADOUL |
| 47 - Hubert CHARDONNET | 60 - Maurice LELIEVRE | 72 - Sébastien SEMERIL |
| 48 - Jean-Luc CHENUT | 61 - Bernard LORIG | 73 - Juliette SOULABAILLE |
| 49 - Loig CHESNAIS-GIRARD | 62 - Jean-René MARSAC | 74 - Claude TOXE |
| 50 - Jean-Claude CHOTARD | 63 - Pierrick MASSIOT | 75 - Maria VADILLO |
| 51 - Marine CLABE | 64 - Thierry MASSON | 76 - Françoise YAMACHUI |
| 52 - Jacques DAVIAU | 65 - Jean NORMAND | 77 - Alain YVERGNIAUX |
| 53 - François DURAND | | |

Liste des candidats de la Motion C au Conseil Fédéral et aux organismes de direction fédérale

- | | | |
|------------------------|------------------------|------------------------|
| 1 - Emeline DESCHAMPS | 9 - Erwan DEMAIRY | 16 - Rozenn BIGOT |
| 2 - Henri GALLAIS | 10 - Gwenaële HAMON | 17 - Daniel GUYOT |
| 3 - Stéphanie POPPE | 11 - Yves-Marie MAURER | 18 - Françoise MASCLET |
| 4 - Frédéric MATHIEU | 12 - Emilie MASCLET | 19 - André MATHIEU |
| 5 - Didier LE BOUGEANT | 13 - Didier DUFOUR | 20 - Etienne BRUN |
| 6 - Christine PACHEU | 14 - Christine PIROT | 21 - Henri RENARD |
| 7 - Rodolphe LLAVORI | 15 - Georges BESNIER | 22 - François RICHOU |
| 8 - Hortense BRUN | | |

Candidat de la Motion D

Franck PICHOT

Liste des candidats de la Motion E au Conseil Fédéral et aux organismes de direction fédérale

- | | | |
|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| 1 - Jean-Luc AUFFRET | 20 - Didier GONDRET | 38 - Pierre MORIN |
| 2 - Vincent BAUDOUIN | 21 - Gérard JAMEUX | 39 - Nicole PASQUIOU |
| 3 - Vincent BERGERE | 22 - Marie-France KERLAN | 40 - Thierry PELLERIN |
| 4 - Roger BESNARD | 23 - Tristan LAHAIS | 41 - Marie-Françoise PICARD |
| 5 - Sylvaine BESNIER | 24 - Marcelle LE BASTARD | 42 - Conchita PLANCON |
| 6 - Thierry BESNIER | 25 - Pascal LE CORVIC | 43 - Guy POTIN |
| 7 - René BIGER | 26 - Christine LEBORGNE | 44 - Lucette POUYOLLON |
| 8 - Thibault BOYER-BARET | 27 - Patrick LEBORGNE | 45 - Victor PREAUCHAT |
| 9 - Armand BUSSARD | 28 - Jean-René LEBRET | 46 - André ROUSSEAU |
| 10 - Denise CARON | 29 - Viviane LEFEUVRE | 47 - Dominique ROY |
| 11 - Michèle CATTANIA | 30 - Ernest LEFRANCOIS | 48 - Pascale SAGRANGE |
| 12 - Marie-Anne CHAPDELAINÉ | 31 - Frédéric LEHOBEY | 49 - Patrick SOULIER |
| 13 - Daniel CHETAN | 32 - Jocelyne LEMETAYER | 50 - Eric TALBURDET |
| 14 - Marc CLAUDOT | 33 - Marie-Thérèse LEVEQUE | 51 - Gilbert TERNIL |
| 15 - Olivier DEHAESE | 34 - Marie-Thérèse MARY | 52 - Isabelle THOMAS |
| 16 - Laurence DUFFAUD | 35 - Roger MASSON | 53 - Jean-Louis TOURENNE |
| 17 - Olivier GAIFFE | 36 - Mireille MASSOT | 54 - Clément VALET |
| 18 - Aurélie GAUTIER | 37 - Cyrille MOREL | 55 - Rodolphe WEIMAR |
| 19 - Jean-Yves GERARD | | |

Le gouvernement de Monsieur Raffarin poursuit sa politique injuste et dangereuse. Il fait preuve d'une extraordinaire légèreté en n'anticipant à aucun moment la dégradation de la conjoncture et la remontée du chômage.

Economie. Le gouvernement emmène le pays dans le mur. La dégradation de la situation économique et sociale ne peut-être le fait de la seule situation internationale ou bien être renvoyée à l'"héritage" présumé d'une situation dégradée au cours de notre mandature. Jamais un gouvernement n'avait su baisser dans de telles proportions le nombre de chômeurs, contribuer à la création de deux millions d'emplois tout en assurant la diminution de la charge de la dette et l'équilibre des comptes sociaux.

Fiscalité. Par sa réforme de la fiscalité, la droite favorise des ménages aussi aisés que peu nombreux et pour lesquels les réductions d'impôts servent avant tout l'épargne. Il faut remettre à plat l'ensemble de

la politique fiscale, stopper toute baisse d'impôt à destination des revenus ou des patrimoines les plus élevés (ISF, IR).

Assistants d'éducation. L'Education Nationale n'est plus la priorité de l'actuel gouvernement. Les 25.000 aides-éducateurs et les 5.600 maîtres d'internat-surveillant d'externat vont disparaître ; ils vont être remplacés par 16.000 assistants d'éducation recrutés directement par les établissements dans le cadre de contrats de droit public de trois ans minimum, renouvelables une fois. Le projet de loi examiné fin mars à l'Assemblée Nationale est le symbole du renoncement du gouvernement à une politique éducative. Les

députés socialistes ont dénoncé un statut qui institutionnalise la précarité, des missions floues, des modalités de recrutement inadmissibles et un transfert de charges et de responsabilités de l'Etat vers les collectivités territoriales.

Santé. Le journal officiel du 19 avril dernier publiait un arrêté réduisant de 65% à 35% le taux de remboursement par l'assurance-maladie de 616 médicaments (sur 4.500). Une telle décision aura pour conséquence d'accroître les cotisations des adhérents mutualistes. Les français, les plus modestes, seront une fois de plus, les grands perdants de ces mesures gouvernementales.

CIRCONSCRIPTION DE RENNES-NORD

Philippe TOURTELIER,
Député,

organise un repas pour tous les amis de la circonscription qui aura lieu à **PLEUGUENEUC, le samedi 24 mai** prochain, à 20 heures, (participation 20 Euros par adulte, 7 Euros par enfant de moins de 12 ans).

Pour les amis de Rennes qui le souhaitent un car sera à leur disposition. Il partira :

- à 18 h 30 de la Maison de Quartier de Maurepas puis,
- à 19 heures de l'Auberge de Jeunesse de Nord Saint-Martin.

Pour s'inscrire il vous faut appeler **Lucette CHEMILA** à la permanence de **Philippe TOURTELIER** à BETTON au 02 99 55 80 84

CAMPAGNE NATIONALE DU PARTI SOCIALISTE

Un an de gouvernement Chirac-Raffarin LA CASSE SOCIALE ET L'ECHEC ECONOMIQUE

La droite dispose de tous les pouvoirs depuis près d'un an. Les résultats de sa politique lui appartiennent !

- **LES IMPÔTS DES PLUS RICHES ONT BAISSE**, c'est le choix qui a fait la droite (70% de la baisse de l'impôt sur les revenus pour les 10 % les plus riches).
- **LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EST PRAGMATISÉE** (-0,3% en février).
- **LE POUVOIR D'ACHAT DES SALARIÉS DIMINUE** dans le secteur privé comme dans le public.
- **LA CROISSANCE EST TRÈS FAIBLE** avec à peine plus de 1% par an, en dépit de prévisions de 2,6% pour l'année.
- **LE CHÔMAGE A PROGRESSÉ** de 100 000 demandeurs d'emploi, touchant plus particulièrement les jeunes.
- **LES JEUNES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE** ont augmenté de 20%.
- **LE TAUX DE CHÔMAGE ATTENDU DÉSORDONNÉ** 9,4% de la population active.
- **LES PLANS SOCIAUX ET LES LICENCIEMENTS COLLECTIFS SE MULTIPLIENT** dans tous les secteurs d'activité (Air Lib, Mercialys, Pêcheur, Akkord, Citat).

Le gouvernement Raffarin a choisi de démolir tous les acquis sociaux, les conquêtes de la gauche, montrant ce qu'est une politique de droite.

- **LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL** est brisée. Elle avait pourtant bénéficié à 10 millions de salariés et contribuait à la création de 400 000 emplois.
- **LES EMPLOIS JEUNES ET LES EMPLOIS AIDÉS** sont remis en cause.
- **LA LOI DE MODERNISATION SOCIALE** est suspendue. La droite redonne les pleins pouvoirs aux actionnaires et s'incline devant le diktat des licenciements de facilités.

Aujourd'hui, c'est un véritable plan d'austérité économique et social qui est mis en œuvre.

- **L'éducation nationale** cesse d'être une priorité. Au moment où le gouvernement de la droite lance la lutte contre la violence scolaire, il supprime 9 600 postes d'enseignants.
- **La recherche** est sacrifiée. Avec 30% de baisse budgétaire pour les établissements d'enseignement.
- **France retourne en 2003** au niveau des crédits de 1991.
- **Les universités françaises** se sont totalement affaiblies.
- **Le budget de la Culture** régresse (-5,2% avant annulation de crédits).
- **L'investissement public** est sans cesse retenu à la baisse ainsi que tous les investissements dans le développement durable en particulier ferroviaires.

Deux millions de tracts ont été imprimés et livrés à l'ensemble des fédérations. Ils dénoncent la politique de régression sociale mise en place par Chirac-Raffarin depuis un an. Nul ne peut en douter, la droite est bien à droite et la gauche est différente ! Pour bien montrer sa différence, la droite a choisi de démolir tous les acquis et toutes les conquêtes de la gauche. Ces tracts doivent être diffusés massivement. Les Français attendent la gauche, attendent le Parti socialiste, ses propositions et sa capacité à redonner de l'espoir.

Un an de gouvernement Chirac-Raffarin un an de régression !

Le Parti socialiste s'OPPOSE À LA DROITE

Nous avons besoin de vous, rejoignez le Parti socialiste

Parti socialiste - 10, rue de Solferino 75333 Paris - Cedex 07 - 01 45 56 77 00 - www.parti-socialiste.fr